

Cher-e-s Camarades, Cher-e-s Ami-e-s, et Cher-e-s adhérent-e-s à Droit à l'énergie SOS FUTUR

Nous tenons d'abord à vous présenter toutes nos excuses pour notre absence pour célébrer avec vous le 75<sup>ème</sup> congrès « L'Énergie un droit humain et le problème de tous ». Cette thématique est au cœur de nos préoccupations à Droit à l'énergie SOS FUTUR.

Nous demandons au représentant de la FNME CGT de vous adresser tout notre soutien aux travaux de votre congrès et aussi à toutes les luttes que vous menez pour la justice sociale.

Je tiens à remercier publiquement mon ami José Rigane pour sa contribution, expliquant la situation de la politique énergétique en Argentine, dans mon livre « l'énergie pour tous un droit fondamental ». José conclut sa contribution par «le modèle néolibéral de l'énergie est dangereux. Il repose sur le pillage économique et environnemental, la spéculation commerciale et l'aliénation des profits privés. Il repose sur les injustices sociales et économiques entretenues par le modèle lui-même. C'est ainsi que fonctionne l'énergie dans ce capitalisme en Argentine. » Nous partageons complètement l'analyse de José. Droit à l'énergie SOS FUTUR constate aussi que nous retrouvons dans l'ensemble des pays la même situation que vous subissez en Argentine.

Chaque être sur la planète doit avoir accès à l'énergie, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la communication, à la culture dans l'objectif du développement humain durable.

A Droit à l'énergie SOS FUTUR, nous réaffirmons, il ne peut pas y avoir de progrès social, de développement durable des humains, d'amélioration de l'hygiène et de la santé, de recul de la pauvreté sans l'accès à l'énergie par tous ; elle n'est pas la condition sine qua non mais elle fait partie des conditions indispensables pour lutter contre TOUTES les pauvretés.

Il n'y aura pas d'évolution réelle sur le continent africain, ou d'autres, sans l'accès à l'énergie, et il n'y aura pas accès à l'électricité tant que celle-ci sera considérée comme une marchandise source de revenus et de profits.

La question de la maîtrise publique avec un service public est aussi incontournable, et c'est à chaque pays d'en définir l'organisation. Le service public pour répondre à l'intérêt général est la seule solution pour relever les déficit du droit à l'énergie et de la transition vers une économie bas carbone.

Droit à l'énergie SOS Futur va engager une grande pétition mondiale pour avoir le soutien des organisations syndicales, des ONG, des associations de consommateurs afin d'obtenir un premier acte majeur : celui de la création d'une journée mondiale de l'énergie décrétée par l'ONU. Droit à l'énergie SOS FUTUR sollicite tous ces adhérents pour porter cette pétition dans chaque pays.

Un autre monde est possible, construisons le.

Bons travaux cher-e-s ami-e-s et camarades et Hasta la victoria siempre !

Gilles Pereyron, Vice Président SOS FUTUR

---

---

Queridos compañeros, queridos amigos y queridos miembros de SOS FUTUR.

Primero, nos gustaría pedir disculpas por nuestra ausencia para celebrar con ustedes el 75 ° Congreso "Energía, un derecho humano y el problema de todos". Este tema está en el centro de nuestras preocupaciones en Right to Energy SOS FUTUR.

Le pedimos al representante de FNME CGT que le envíe todo nuestro apoyo para el trabajo de su congreso y también para todas las luchas que lideran por la justicia social.

Quiero agradecer públicamente a mi amigo José Rigane por su contribución, explicando la situación de la política energética en Argentina, en mi libro "La energía para todos es un derecho fundamental" . José concluye su aporte por "el modelo neoliberal de energía es peligroso". Se basa en el saqueo económico y ambiental, la especulación comercial y la enajenación de las ganancias privadas. Se basa en las injusticias sociales y económicas mantenidas por el propio modelo. Así es como funciona la energía en este capitalismo argentino. Compartimos completamente el análisis de José. Derecho a la energía SOS FUTUR también señala que encontramos en todos los países la misma situación que está experimentando en Argentina.

Cada ser humano en el planeta debe tener acceso a energía, agua, salud, educación, comunicación y cultura para el desarrollo humano sostenible.

Nosotros, derecho a la energía SOS FUTUR, reafirmamos que no puede haber progreso social, desarrollo sostenible de los seres humanos, mejora de la higiene y la salud, reducción de la pobreza sin acceso a energía por todos; no es una condición sine qua non, pero es una de las condiciones esenciales para luchar contra TODAS las pobreza.

No habrá una evolución real en el continente africano, o otros, sin acceso a la energía, y no habrá acceso a la electricidad, siempre que se considere un Mercancía fuente de ingresos y ganancias.

La cuestión del control público con un servicio público también es inevitable, y depende de cada país definir su organización. El servicio público para responder al interés general es la única manera de superar los desafíos del derecho a la energía y la transición a una economía baja en carbono.

Derecho a la energía SOS Futur participará en una gran petición mundial para contar con el apoyo de sindicatos, ONG y asociaciones de consumidores para obtener un primer acto importante: la creación de un Día Mundial de la Energía. Decretado por la ONU. Derecho a la energía SOS FUTUR está pidiendo a todos estos miembros que lleven esta petición a cada país.

Otro mundo es posible, vamos a construirlo.

¡Buenas obras queridos amigos y camaradas y Hasta la victoria siempre!

Gilles Pereyron, Vicepresidente SOS FUTUR